Contrôle des armements : Traités et pratique

Dr. Walter Dorn

31 octobre 2008

Contrôle des armements et lutte contre la prolifération

NATO OTAN

Le pourquoi du contrôle des armements

- **Situer les menaces dans le contexte des "capacités"**
  - Capacité d'attaque moindre
  - Aide à cerner l'intention
  - Améliore la transparence et la prévisibilité
    - Alerte rapide
  - Securité / Avantage mutuel
- **Risques que comporte la détention d'un nombre excessif d'armes**
  - Accident et mauvais calculs
  - Dangers pour l'environnement
- **Diminution des dépenses**
  - Eviter la course aux armements
- **Non-prolifération**
  - Accès plus difficile pour les autres
- **Création de normes**
  - *"Régimes* de contrôle internationaux"
  - Règle de droit

Formes de contrôle des armements

- Armes de destruction massive (ADM)
  - Nucléaires, chimiques, biologiques, radiologiques
- Armes classiques

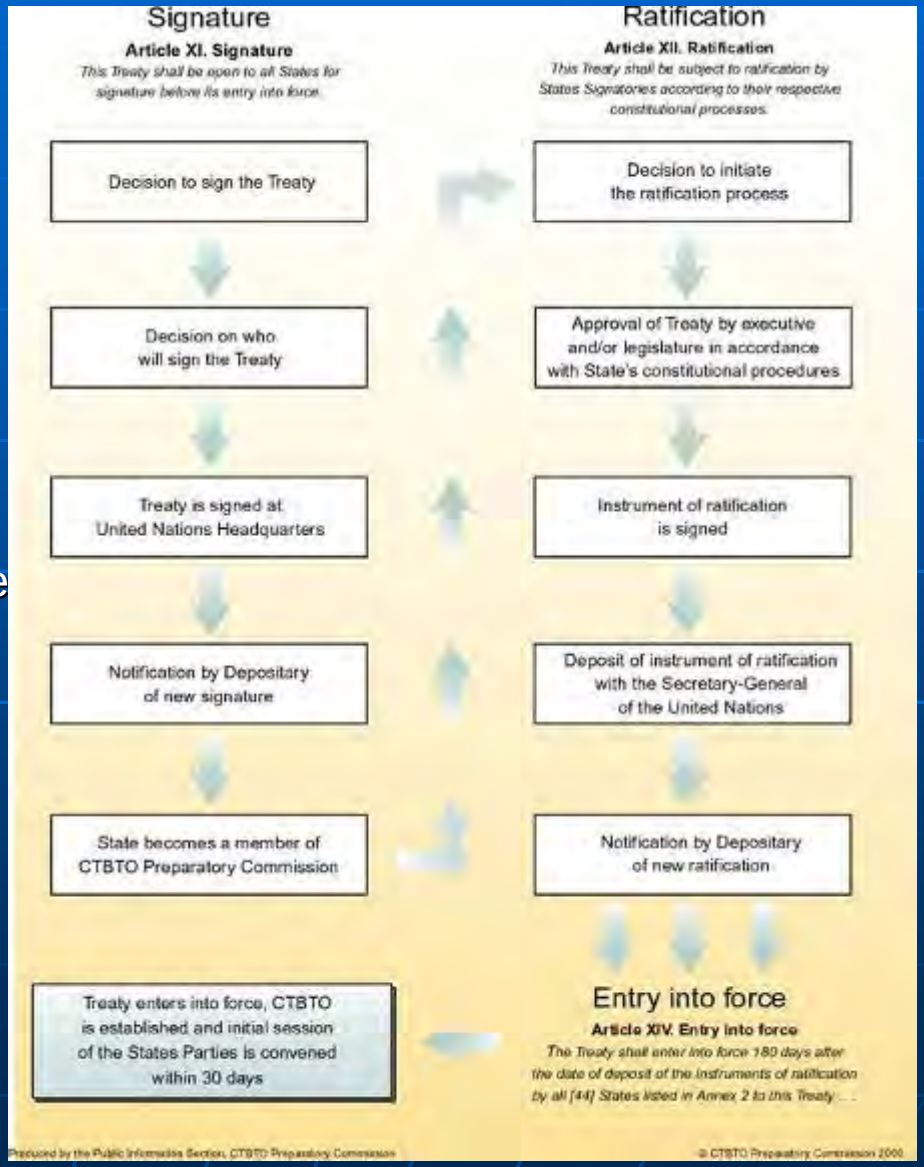
- Unilatéral
- Bilatéral
- Multilatéral
  - Régional ou mondial

- Désarmement
- Mesures de confiance (MDC)

Processus des traités

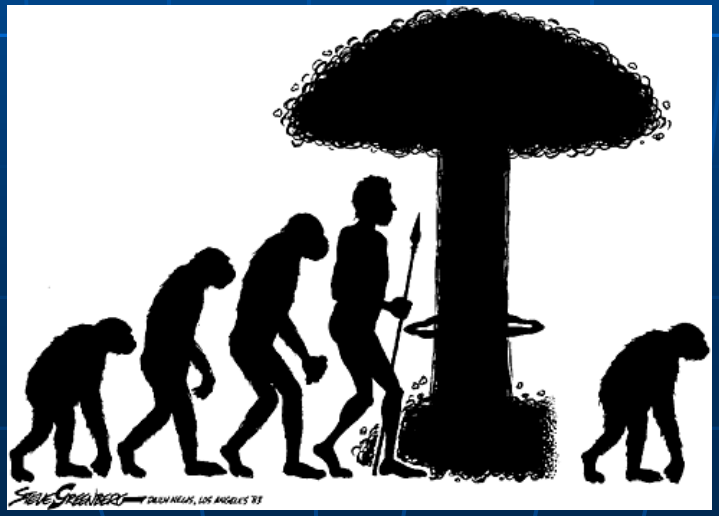
1. Négociations
   - Approbation par l'AG
2. Signature
   - Ouverture
3. Ratification
   - Législation de mise en œuvre
4. Entrée en vigueur

Exemple : Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (CTBT)



TRAITÉS

Armes de destruction massive



Hiroshima

15 kt

50 mégatonnes

Le plus gros essai nucléaire, le “Tsar Bomba”, Novaya Zemlya 31 octobre 1961, puissance de 50 mégatonnes

(www.answers.com/topic/tsar-bomba)

Contrôle des essais

Traité d’interdiction partielle des essais nucléaires (PTBT)

- 1963
- Interdit les essais d’armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau

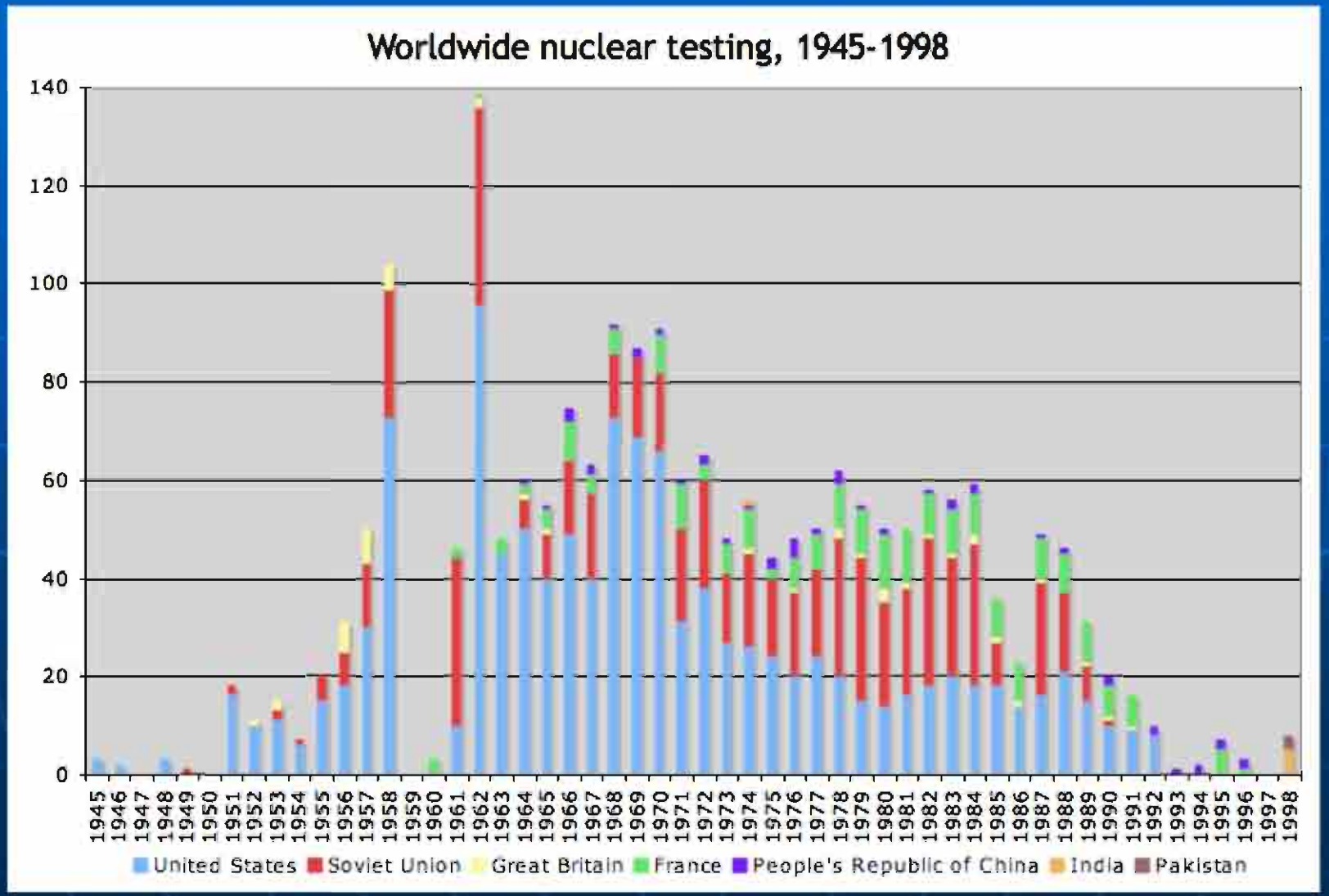
Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (CTBT)

- 1996
- Commission préparatoire de l’Organisation du CTBT (CTBTO)

NUCLEAR DISARMEMENT IN THE POST-COLD WAR ERA

PUGWASH NOVA SCOTIA

1957 CONFERENCE


Worldwide nuclear testing, 1945-1998
140
120
100
80
60
40
20
0
1945 1946 1947 1948 1949 1950 1951 1952 1953 1954 1955 1956 1957 1958 1959 1960 1961 1962 1963 1964 1965 1966 1967 1968 1969 1970 1971 1972 1973 1974 1975 1976 1977 1978 1979 1980 1981 1982 1983 1984 1985 1986 1987 1988 1989 1990 1991 1992 1993 1994 1995 1996 1997 1998
United States
Soviet Union
Great Britain
France
People's Republic of China
India
Pakistan

CTBTO
PREPARATORY COMMISSION

preparatory commission for the comprehensive nuclear-test-ban treaty organization

Status as of 4 September 2007

	SIGNATORY STATES	RATIFYING STATES	NON-SIGNATORY STATES
TOTAL STATES 195	177	140	18
44 STATES LISTED IN ANNEX 2 TO THE TREATY	41	34	3

The boundaries and nomenclature of countries on this map do not imply the expression of any opinion on the part of the Provisional Technical Secretariat of the Preparatory Commission for the Comprehensive Nuclear-Test-Ban Treaty Organization (CTBTO PrepCom) concerning the legal status of any country, territory, city or area or its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries.

For further information please refer to our website: http://www.ctbto.org

Limiter la prolifération des armes nucléaires

Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP)

- 1968, entré en vigueur en 1970, durée de 25 ans, reconduit *indéfiniment en* 1995
- Deux types d'États
  - États dotés d'armes nucléaires (EDAN)
    - France, Chine, R.-U., É.-U., URSS/R, R.U. seul
  - États non dotés d'armes nucléaires (ENDAN)
- Grandes lignes du marché
  - Les EDAN s'engagent à diffuser les technologies nucléaires à but pacifique
  - Les ENDAN s'engagent à ne pas fabriquer ni se procurer d'armes nucléaires

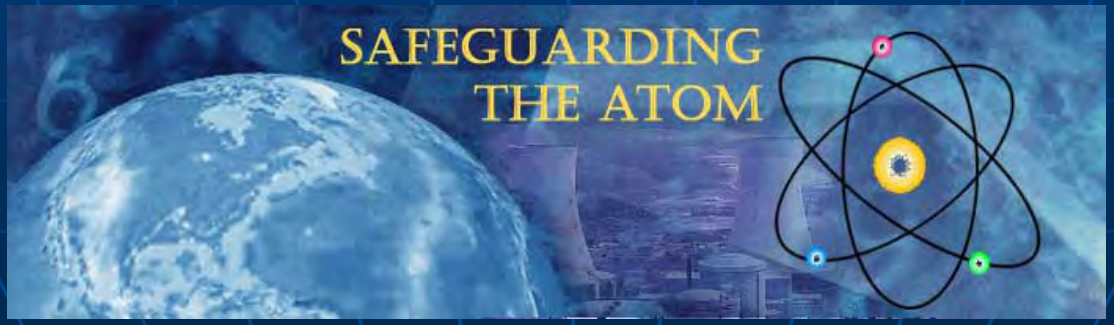
Article VI du TNP

“Chacune des Parties au Traité s’engage à poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire et sur un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace.”

Mise en oeuvre du TNP

- 189 parties
  - Non-signataires : Inde, Pakistan, Israël et Corée du Nord

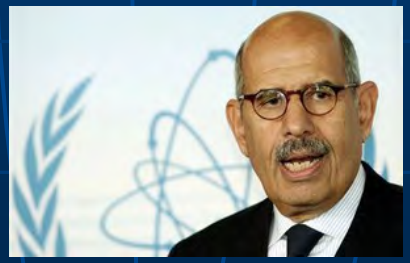
- Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)
  - Garanties nucléaires intégrales
  - Utilisations à des fins pacifiques

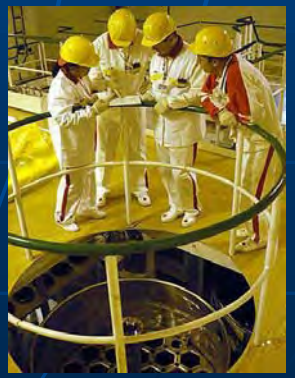


Garanties de l'AIEA

- Plus de 900 installations dans 71 pays soumises aux inspections
- 250 inspecteurs, 70 millions de dollars par année
- Comptabilité et inventaire physique des matières nucléaires
- Confinement et surveillance
- Approche non discriminatoire
  - 79 % dépensés au Canada, en Europe et au Japon
- Ne vise que les matières et les installations déclarées
- Protocole additionnel

IAEA
International Atomic Energy Agency





Accords bilatéraux sur les armes nucléaires

Accord sur la limitation des armes stratégiques (SALT) I

- 1972
- Gel du nombre de rampes de lancement de missiles balistiques stratégiques

Traité anti-missiles balistiques (ABM)

- 1972
- Retrait des É.-U. en 2002

SALT II

- 1979

Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI)

- 1987
- Portée de 500 à 5 500 km
- 2 692 détruites (846 aux États-Unis, 1 846 en Union soviétique)
- 2007 : Putin menace de se retirer

Traité sur la réduction des armements stratégiques (START I)

- 1991
- 6 000 ogives déployées

START II

- 1993
- Plafond de 3 000 à 3 500 ogives
- Retrait des É.-U. du Traité ABM, la Russie n'est plus liée

Traité de réduction des arsenaux nucléaires stratégiques (SORT)

- Ratifié en 2002; entré en vigueur en 2003
- "Traité de Moscou"
- Nombre d'ogives déployées de 1 700 à 2 200 d'ici 2012
- Prend fin en 2012

Zones exemptes d'armes nucléaires

Traités : Antarctique (1959); Tlatelolco (1967); Rarotonga (1985); N.-Z. (1987); Pelindaba (1996); Bangkok (1995); CANWFZ (2006)

Corée du Nord

- 1994 – Accord cadre
  - Fermeture du réacteur modéré au graphite et gel d'autres installations/combustibles du genre; surveillance de l'AIEA
  - Incitatifs de 4 milliards de dollars
    - Mazout lourd et deux réacteurs nucléaires ne contribuant pas à la prolifération
- Retrait
  - En 2002, les É.-U. déclarent que la Corée du Nord a reconnu mener secrètement un programme d'enrichissement de l'uranium
  - La Korean Peninsula Energy Development Organization (KEDO) cesse les expéditions de mazout
  - Les inspecteurs de l'AIEA sont expulsés en 2002; la Corée du Nord se retire du TNP
  - Redémarrage du réacteur nucléaire (>50 kg d'uranium fortement enrichi)
- 2006 - Essai nucléaire
- 2007 - Accord
  - Pourparlers à six
  - Deuxième sommet

Espace extra-atmosphérique

- 1963 Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires
- 1967 Traité sur l'espace extra-atmosphérique

  "Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la lune et les autres corps célestes"

  - Pas d'armes de destruction massive en orbite ou sur un corps céleste
  - Utilisation de la lune à des fins strictement pacifiques, pas de proclamation de souveraineté nationale
  - L'Accord sur la lune de 1979 est un prolongement du Traité sur l'espace extra-atmosphérique, mais n'a pas été ratifié par les grandes puissances spatiales

Armes chimiques

Protocole de Genève

- Ratifié en 1925
- Interdit l'utilisation à la guerre des arr
  biologiques et chimiques

Convention sur les armes chimiques (CAC)

- Ratifiée en 1993; entrée en vigueur en 1997
- Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC)
  - La Haye

Armes biologiques

Convention sur les armes biologiques et à toxines (CABT)

- Entrée en vigueur en 1975
- Variole, maladie du charbon, peste, botulisme
- Recherche permise à des fins prophylactiques (défensives)
- Absence de dispositions de vérification
  - Protocole de vérification proposé

Contrôle des armes classiques

- Principales armes classiques
- Armes légères et de petit calibre
- Mines antipersonnelles

Débuts du contrôle des armements (navals)

Accord Rush-Bagot (1817)

- Premier accord sur le contrôle des armements américains
- Limite l'ampleur des forces navales américaines et britanniques sur les Grands Lacs

Traité naval de Washington (1922)

- Cinq puissances : É.-U., Empire britannique, Japon, France, Italie
- Limite le tonnage

Armes légères et de petit calibre (ALPC)

- Véritables armes de “tuerie de masse”
- Nombre d’ALPC en circulation dans le monde évalué à 639 millions
- 49 conflits majeurs survenus en 1990 : dans 47 d’entre eux, les ALPC ont été les armes de prédilection
- 300 000 personnes sont tuées chaque année par des ALPC

Armes légères et de petit calibre (suite)

- Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects
  - 2001 et tous les deux ans
  - Programme d'action sur les ALPC
- Mesures concrètes de désarmement
  - Fonds d'affectation spéciale pour la Consolidation de la paix par des mesures concrètes de désarmement

Conférence des Nations Unies et au-delà

- Mécanismes d'établissement de rapports sur les ALPC
- Favorise une plus grande transparence : "leçons retenues" concernant le Programme d'action sur les ALPC
- Normes de conduite contre les ALPC illicites
- Mesures de contrôle des courtiers en ALPC
- Fait participer et aide la société civile internationale
- Impulsion pour maintenir la question des ALPC sur la liste des priorités internationales

Traité d'interdiction des mines antipersonnel

- Processus et Convention d'Ottawa
  - **Ratifiée à Ottawa en 1997; entrée en vigueur en 1999**
  - **Extension du Protocole II de la Convention sur certaines armes classiques**
- 122 signataires à l'origine, 156 actuellement
  - 39 pays n'y ont pas encore adhéré
- Pays producteurs : de 50 à une douzaine environ
- Commerce quasi inexistant
- Seuls le Myanmar et la Russie font usage de mines AP
- 40 millions de mines en stock détruites
- 475 millions de dollars consacrés à l'échelle mondiale l'an dernier à la lutte contre les mines
- Aide aux victimes

1997 Convention on the Prohibition of the Use, Stockpiling, Production and Transfer of Antipersonnel Mines and on their Destruction

Mesures de transparence des Nations Unies (volontaires)

- **Registre des armes classiques**
  - Production de rapports annuels depuis 1992
    - Chars de combat, véhicules blindés de combat, systèmes d'artillerie de gros calibre, avions de combat, hélicoptères d'attaque, navires de guerre (y compris les sous-marins), missiles et lance-missiles
  - 170 États membres ont fait au moins un rapport

- **Instrument normalisé d'établissement de rapports sur les dépenses militaires**
  - Instauré en 1980
  - **Plateforme mondiale d'information pour les États sur les dépenses militaires**

- **Comparaison des données militaires**
  - **Entre les États**
  - **D'un État donné, dans le temps**
- **Incitation au dialogue entre les États**
- **Création d'un climat d'ouverture et de confiance**
- **À la longue, diminution des dépenses militaires et des armes**

Source : Colonel (GS) Gerhard Schepe, commandant adjoint, NATO School

Transparence en matière de dépenses militaires

RUSSIAN FEDERATION (millions of rubles) — Fiscal year: 2000

FORCE GROUPS------->	LAND FORCES	NAVAL FORCES	AIR FORCES	OTHER COMBAT FORCES	CENTRAL SUPPORT ADMINISTRATION AND COMMAND		PARAMILITARY FORCES	UNDISTRIBUTED	TOTAL MILITARY EXPENDITURES	CIVIL DEFENCE
					SUPPORT	COMMAND				
RESOURCE COSTS	2	3	4	5	6	7	8	12	13	14
2.1.11 OTHER	974	1,031	567	2,048	1,356	153	14		6,143	77
2.2 CONSTRUCTION	*2,768*	*1,432*	*2,126*	*3,298*	*1,074*	*584*	*1,270*		*12,552*	*23*
2.2.1 AIR BASES, AIRFIELDS		160							160	
2.2.2 MISSILE SITES				710					710	
2.2.3 NAVAL BASES AND FACILITIES		165							165	
2.2.4 ELECTRONICS, ETC...										
2.2.5 PERSONNEL FACILITIES	2,364	998	2,005	1,705	738	376	87		8,273	9
2.2.6 MEDICAL FACILITIES	65	45	38	108	175				431	
2.2.7 TRAINING FACILITIES	20	8	3	4	38	6			79	
2.2.8 WAREHOUSES, DEPOTS, ETC	35	16		41	47	3			142	4
2.2.9 COMMAND AND ADM. FACILITIES	65	6	25	443		63			602	10
2.2.10 FORTIFICATIONS						5			5	
2.2.11 SHELTERS							•			
2.2.12 LAND										
2.2.13 OTHER	219	34	55	287	76	131	1,183		1,985	
3. RESEARCH AND DEVELOPMENT	1,305	2,382	1,564	4,205	2,928	2,412	37		14,833	14
3.1 BASIC AND APPLIED RESEARCH	*74*	*85*	*44*	*459*	*580*	*72*			*1,314*	*14*
3.2 DEVELOPMENT, TESTING AND EVALUATION	*1,231*	*2,297*	*1,520*	*3,746*	*2,348*	*2,340*	*37*		*13,519*	
4. TOTAL (1+2+3)	63,974	21,514	20,151	22,651	31,354	5,609	13,530	22,465	201,248	1,401

Conférence sur le désarmement (CD)

- Instance de négociation créée en 1979
  - CABT, CAC, CTBT
  - 65 États membres

- Dossiers actuels :
  - Désarmement nucléaire
    - Traité sur l'arrêt de production de la matière fissile (FMCT)
  - Garanties négatives de sécurité
  - Prévention de la guerre nucléaire
  - Prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique (PAROS)
  - Transparence
  - Impasse
    - PAROS

Prohibition des Bombes à Sous-munitions

- Convention sur les Bombes à Sous-munitions (Mai 2008)
- La Norvège (processus d'Ottawa)
- Ceremonie de signature (Dec 2008)

Désarmement et mesures de confiance à l'échelle régionale

(Europe)

Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (FCE)

- Ratifié en 1990; modifié en 1999
- 30 États participants (22 pays alliés + 8 partenaires)
- Territoires “de l’Atlantique à l’Oural”

Buts :

- Établir un équilibre stable et sûr des forces armées conventionnelles à des niveaux inférieurs
- Éliminer la capacité de lancer une attaque par surprise et d’entreprendre une opération offensive de grande envergure
- Établir un nouveau modèle de relations de sécurité

Traité FCE

Réalisations :

- **Réduction de 60 000 ELT**
- **Plus de 4 000 inspections sur place**
- **Les FCE ont démontré leur viabilité en temps de paix et de crise**
- **Un nouveau modèle de relations de sécurité en Europe a été établi**
- **Menacé en 2007**
  - **BMD**
  - **La Russie suspend l'application du traité**

Document de Vienne (VD-99)

- 54 États font partie de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)
- Mesures de confiance et de sécurité (MDCS) pour améliorer la transparence et la prévisibilité

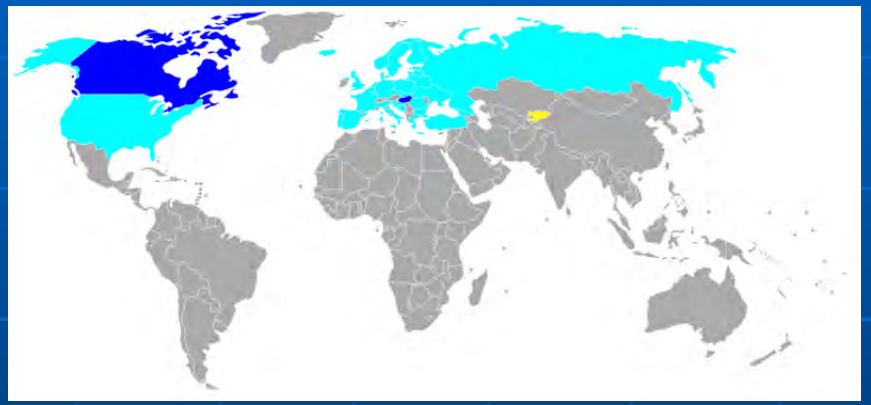
- Échange d'information
  - Effectifs, organisation, doctrine et budgets militaires associés
- Limite l'ampleur d'activités militaires précisées
- Régime de visites d'observation et d'inspections intrusives sur place
  Met en place des mesures de réduction des risques et d'aide à la gestion de crise

- Série de documents sur les MDCS (VD90 et VD94) s'inscrivant dans le cadre du processus d'Helsinki qui remonte à 1975

- Ratifié en 1999; document **politiquement contraignant**

Ciels ouverts

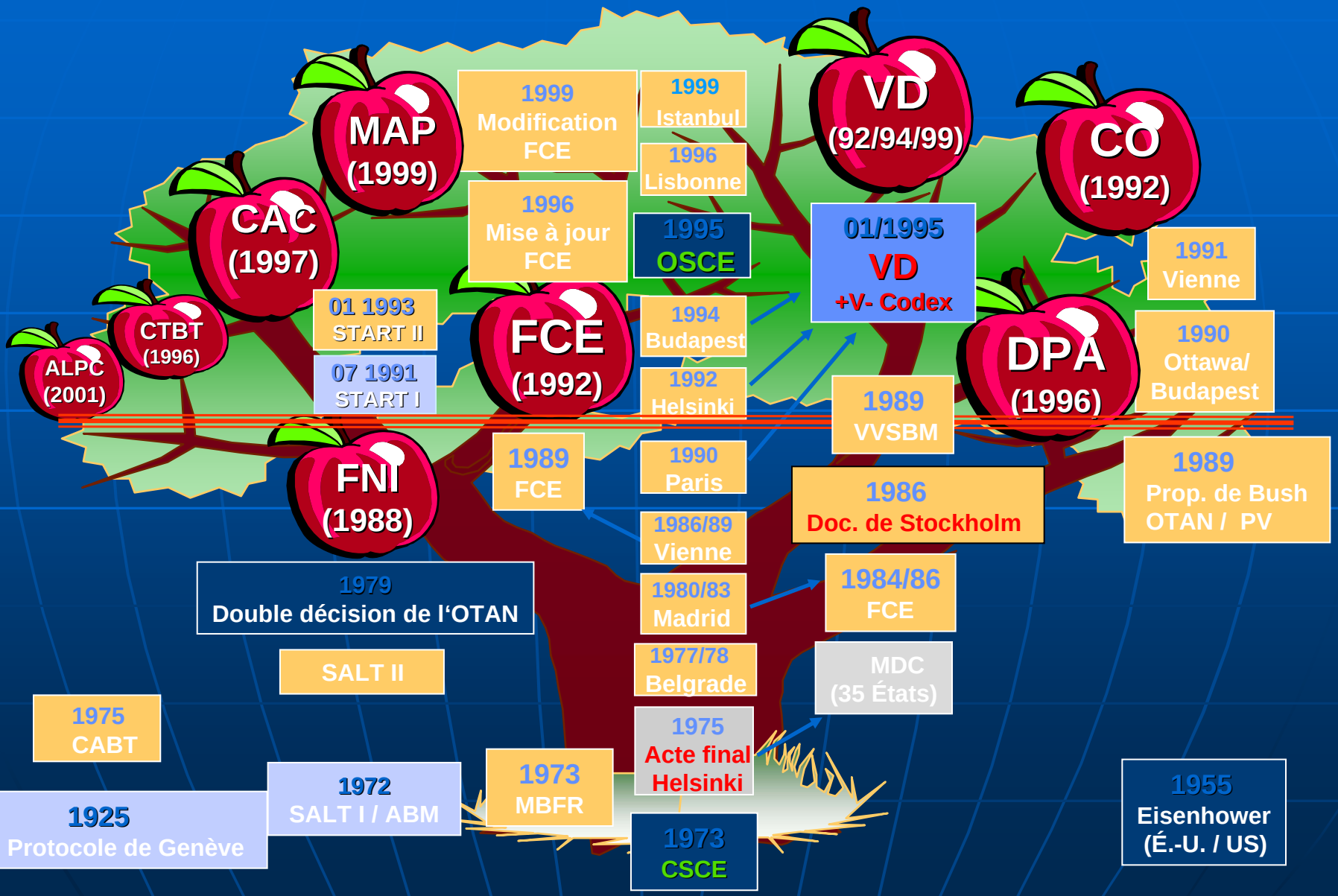
- Vols d'observation par des aéronefs non armés au-dessus de l'ensemble du territoire des pays signataires
- De "Vancouver à Vladivostok"
- Pourparlers entrepris à Ottawa (1990)
- Ratification à Helsinki (1992)
- Dépositaires : Canada et Hongrie
- En vigueur depuis 2002
- 34 États signataires



- Commission consultative Ciels ouverts (CCCO), Vienne
- Aéronefs : partie observante *ou* observée (“formule de taxi”)
- Capteurs
  - Caméras vidéo, panoramiques, à images
  - Balayeurs linéaires à infrarouge
  - Radar à synthèse d’ouverture
  - Modèles commerciaux accessibles à tous
  - Reconnaissance des principaux matériels (char, camion)
  - Résolution limitée à 30 centimètres
  - Imagerie accessible à tout État signataire
- Canada
  - CC-130
  - Nacelle “SAMSON” (réservoir de carburant transformé)
  - Consortium (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Canada, France, Grèce, Italie, Norvège, Portugal et Espagne)
  - Vols partagés avec les É.-U.

- Quotas Ciels ouverts
  - Accepter la proportion prévue du quota
    - Quota passif annuel des É.-U. : 31 vols d'observation par année (trois premières années)
    - Deux survols du territoire américain demandés en 2005 : Fédération de Russie et Bélarus
  - Sur les 31 vols annuels autorisés, les É.-U. ont droit à 8 au-dessus de la Russie et du Bélarus

Arbre généalogique du contrôle des armements (Europe)



Lutte contre la prolifération

Réduire la menace que sont les ALPC : Sécurité physique et gestion des stocks

- But
  - Accroître la sécurité et la reddition de comptes
  - Priorité : SPDAA, munitions et explosifs brisants
- Méthode
  - Évaluations
  - Séminaires à l'intention des décideurs et du personnel technique
- Résultat
  - Soutient la lutte contre le terrorisme
  - Petit investissement qui rapporte gros

Conditions de stockage des SPDAA

- Sécurité souvent déficiente
- Absence de clôtures, d’éclairage et de protection
- Habitations à 100 m

mé par un vieux dispositif de verrouillage

- En général des SA-7, 14 ou 16 missiles
- Fabriqués entre 1978 et1983
- Tous les joints d’étanchéité sont cassés
- Agent propulsif détérioré

Mission de sécurité physique et gestion des stocks
République du Congo

Contrôle des acteurs non étatiques : Résolution 1540 du Conseil de sécurité des Nations Unies

- Résolution adoptée en avril 2004
- Interdit l'appui aux acteurs non étatiques qui cherchent à
  - mettre au point, se procurer, posséder, transporter, transférer ou utiliser des armes de destruction massive
- Obligation pour les pays de mettre en place des lois et des mesures de contrôle
- Surveillance du respect de la résolution assurée par le Comité 1540

Partenariat mondial du G8

- Partenariat libre entre les pays du G8
  - France, Allemagne, États-Unis, Royaume-Uni, Italie, Japon, Canada, Russie
- Sommet de Kananaskis, 2002
  - Partenariat mondial du G8 contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes

Opérations de vérification du contrôle des armements des Forces canadiennes

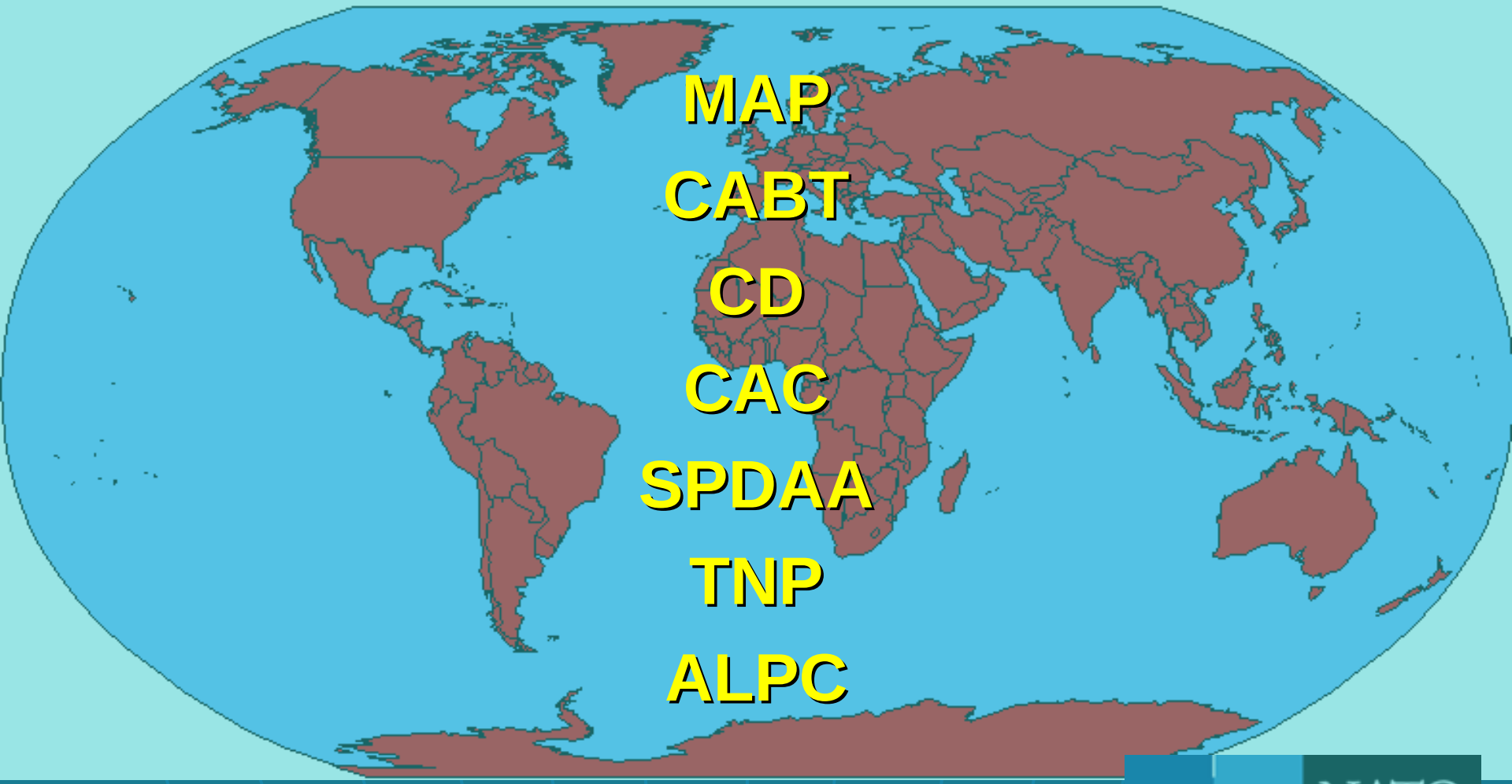
Images des opérations de VCA des FC

VCA-EMIS

FCE, VD99, CO, DPA, CAC, EGIM, ALPC/PSSM/SPDAA

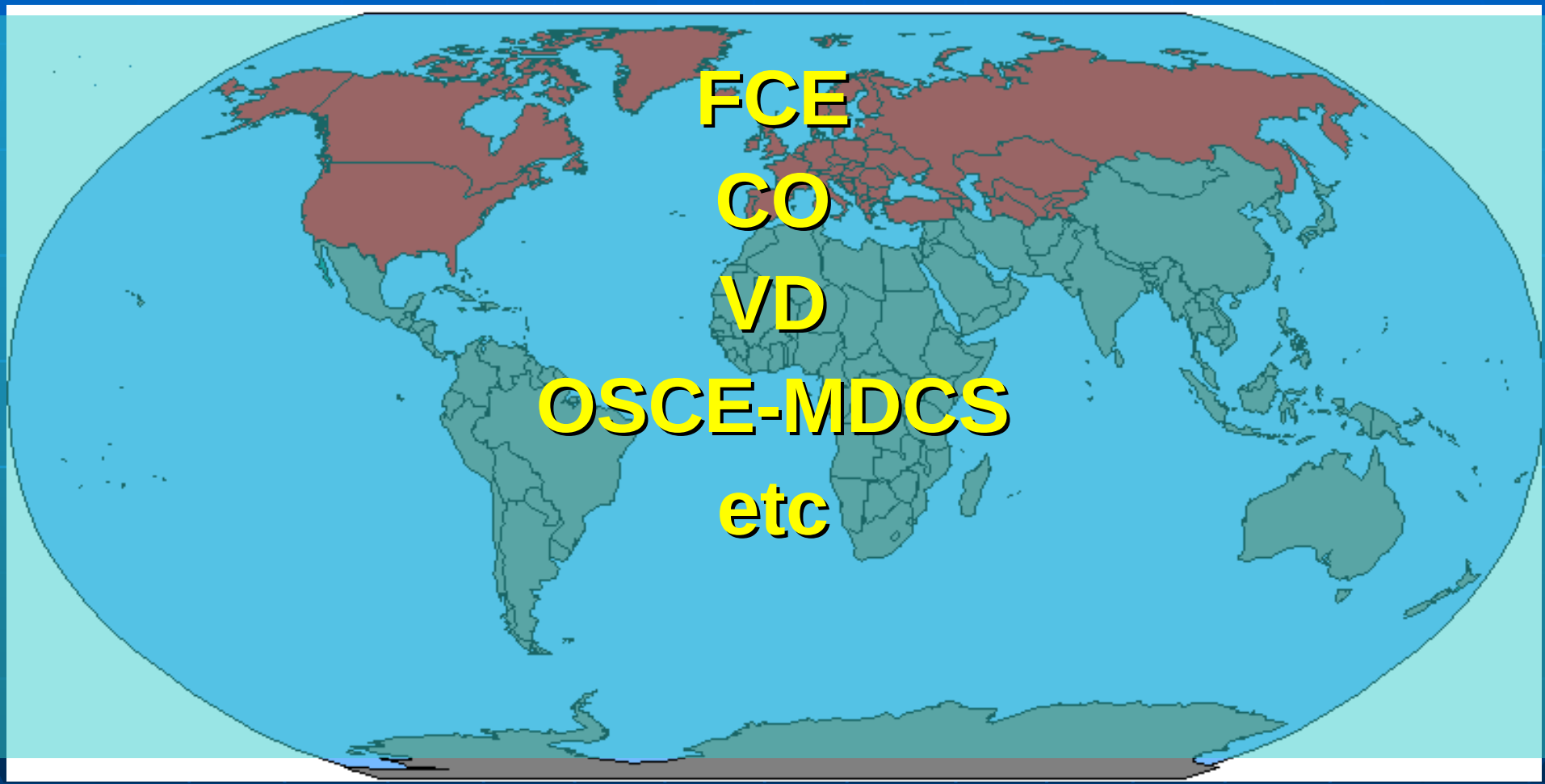
Conclusion

Contrôle des armements et lutte contre la prolifération à l'échelle mondiale



NATO OTAN

Contrôle des armements et mesures de confiance à l'échelle régionale (Région de l'OSCE)



En attente

- PAROS
- Protocole de vérification de la CABT

- FCE

Futur “Traité sur le commerce des armes”?

- Résolution de l’AG (151:1:24) adoptée en déc 2006 à l’instigation du R.-U.
- Commerce des armes réglementé
  - Courtiers illégaux : “Marchands de la mort”
- Tous les États ont le droit de participer au commerce des armes
- Normes mondiales (droits de la personne et DIH), développement durable et saine gouvernance
- Tous les échanges internationaux
- Mécanismes d’échange d’information, de surveillance et d’application
- Groupe d’experts

Futurs traités sur le contrôle des armements nucléaires?

- Traité sur l'arrêt de production de la matière fissile (FMCT)
- Traité de non-recours en premier à l'arme nucléaire
- Autres zones exemptes d'armes nucléaires (Moyen-Orient, Europe, zones arctiques, etc.)
- Mesures additionnelles : réductions massives, diminution du niveau d'alerte, séquestration
- Convention sur les armes nucléaires
  - Proposée par la société civile
  - Présentée par le Costa Rica à l'Assemblée générale des Nations Unies en 1997

FIN

Discussion au syndicats et questions

Fin

IF I SEE ONE MORE POWER POINT
SLIDE, I'LL SHOOT!!!